



Les
Producteurs
de lait
du Québec

Réplique des Producteurs de lait du Québec au texte « La pizza moins chère grâce à l'Europe? » de Sylvain Charlebois, publié dans La Presse du vendredi 23 janvier 2015.

Cette réplique a été envoyée à La Presse le 23 janvier 2015. La Presse a refusé de la publier.

De la pizza moins chère grâce au libre-échange avec l'Europe? Rien n'est moins sûr!

Dans son texte intitulé *La pizza moins chère grâce à l'Europe?* Sylvain Charlebois espère que la récente baisse de 1,8 % du prix du lait aux producteurs décrétée par la Commission canadienne du lait fera baisser le prix de la pizza. Rien n'est moins sûr!

En mai 2013, monsieur Charlebois commentait aussi le rabais de 15 % du prix du lait utilisé dans la mozzarella, concédé par les producteurs laitiers canadiens aux pizzérias. « La pizza pourrait coûter moins cher au Canada. À tout le moins, il en coûtera moins cher aux pizzérias pour la préparer. (...) Reste à voir si les consommateurs profiteront de la baisse des coûts » écrivait-il prudemment, au conditionnel, avec raison. En effet, le porte-parole des restaurateurs du Québec, répondant à une question d'une journaliste du *Soleil* qui lui demandait si cette baisse de prix profiterait aux consommateurs, disait « Avec les profits nets qui ne cessent de s'effriter dans la restauration et la nouvelle hausse du salaire minimum (...), ce serait étonnant ».

Rien ne garantit aux consommateurs qu'une baisse de prix aux producteurs leur sera transférée par les transformateurs et les détaillants, il le reconnaît lui-même. Par exemple, en Nouvelle-Zélande, les producteurs de lait ont des coûts de production et un prix à la ferme très bas grâce à des conditions climatiques exceptionnelles. Pourtant, les Néo-Zélandais paient leur lait plus cher que les Québécois!

La crise du lait qui s'annonce en Europe affecte déjà les producteurs britanniques depuis des mois. On leur annonce un prix de 21,75 pence le litre en ce début 2015, une chute de plus de 37 % depuis un an, un prix très en deçà de leur coût de production qui se maintient à 30 pence le litre.

C'est la deuxième crise du lait en Europe en l'espace de six ans. En 2007, l'Union européenne a laissé le prix du lait flotter au gré des prix du marché mondial, un marché très volatil et marginal. Pour dédommager partiellement les producteurs, elle leur verse des subventions. Le soutien à son agriculture lui coûte plus de 70 milliards de dollars par année. L'Institut de l'élevage en France a calculé qu'une ferme laitière et de grandes cultures de taille comparable aux fermes laitières québécoises recevaient l'équivalent de 70 000 \$ canadiens en soutien annuel en 2013. Et ces subventions ne couvrent même pas les coûts en cas de crise comme celle de 2008-2009 ou comme celle qui s'annonce en 2015.

Monsieur Charlebois reconnaît qu'il serait suicidaire de mettre fin à la gestion de l'offre. En effet, éliminer la gestion de l'offre serait néfaste pour l'économie du Québec et du Canada, particulièrement pour nos régions. L'agriculture n'est pas un secteur économique comme les autres. Presque tous les États interviennent pour soutenir leur secteur agricole et prévenir l'impact des fortes fluctuations de prix à la ferme. Il n'existe que deux façons d'intervenir : la voie budgétaire, comme en Europe et aux États-Unis, ou l'encadrement réglementaire, comme au Canada, plus efficace et surtout moins coûteux pour les contribuables.

Alain Bourbeau, directeur général
Les Producteurs de lait du Québec